B. 1964.5

FORMATION DES CLASSES SOCIALES AU VENEZUELA

A la fin du XV eme. siècle quand les troupes de la dynastie espagnole reignante commençaient la conquête des inmenses territoires qui deviendraient, avec le temps, l'Amérique Latine, la population autochtone qui y habitait différait, au point de vue de leur densité et de leur degré d'évolution sociale, d'une région a l'autre. Ainsi tandis qu'au Méxique, Guatemala et Pérou, certains Etats possédaient un niveau culturel duquel sont témoignages les temples et les monuments, aujourd'hui encore conservés et dont les formations sociales établies sur la possession et l'usage en commun de la terre par les membres de leur villages ("Calpullis", au Méxique), une étroite union de l'agriculture et des métiers et une inaltérable division du travail; le reste de ces territoires était habité par des tribus disséminées qui n'avaient pas encore surpassé la communauté primitive et se dédiaient à la chasse, à la pêche et à une agriculture rudimentaire. Cette évolution inégale determina les espagnols a employer des méthodes différentes de conquête et de colonisation. Au Méxique, Guatemala et Pérou, une fois vaincue la résistance massive et organisée et les membres du gouvernement renversés, capturés, les espagnols se substituèrent à eux et adaptèrent généralment la structure économique et sociale existente dans le but de domination et d'exploitation qu'ils poursuivaient. Les autres régions furent occupées sans le moindre effort et une fois la peu nombreuse et nomade population indigène, décimée par l'épuisante exploitation à la qu'elle ils la soumirent, ils résolurent la cherté de la main d'oeuvre, avec l'importation d'esclaves nègres d'Afrique.

Pour expliquer que pendant la période coloniale, des régions atteignirent plus de splendeur que d'autres, il faut plutôt chercher la cause dans la densité et le degré d'évolution sociale de la population autochtone que dans les facteurs géographiques ou

dans les ressources naturelles abondantes. Tant au Méxique, qu'a Guatemala, qu'au Pérou, la population travaillait l'or et l'argent, pratiquait divers artisanats et une agriculture d'irrigation.

D'autre part, la monarchie espagnole pour exercer sa domination a instauré un appareil politique et administratif compliqué et complexe, basé sur la division de ces territoires étendus en Vices-royautés, Provinces, Capitaineries Générales, Audiences Royales, dépendant directement de la métropole. Ces territoires étaient parfaitement délimités entre eux, ce qui a eut comme conséquence, entre autres causes, au moment du démembrement de l'Empire (originé par le mouvement émancipateur) que ces Vices-Royautés, Provinces, Capitaineries Générales, se constituèrent en pays autonomes malgré la continuité dans le territoire, la prédominance d'une seule langue et d'une religion communes et la similitude de la composition ethnique. Le procès d'intégration de ces pays en nations souveraines n'est pas encore conclu.

Etant donné ces faits, c'est logique de conclure que la formation des classes sociales en Amérique Latine autant dans la période de leur gestation pendant la Colonie, qu'une fois ces pays émancipés, n'a pas suivi le même cours; ni d'autre part les modes de production se sont succedés de la même façon, sauf dans ce qu'ils ont en commun: l'exploitation de l'homme et des ressources naturelles. Cependant une élaboration de la formation des classes sociales de l'Amérique latine qui aurait l'idée d'englober dans un seul schéma tous ces pays n'aurait aucune valeur scientifique comme ne l'aurait pas non plus celle qui prétendrait le faire en se basant mécaniquement sur les stades parcourus par les sociétés que intègrent aujourd'hui l'Europe. Au Méxique et au Pérou sans changer le mode de production qu'ils trouvèrent, les espagnols ont dépouillé peu à peu de leur terres aux villages (pueblos"), généralisant ainsi un système de servitude féodale basé sur un

un "peonaje" enraciné par la force à la terre que leur avait été usurpé. Dans d'autres régions, malgré l'importation d'esclaves nègres par les espagnols, le système de communauté primitive dans lequel vivaient ses populations authoctones n'a pas cessé, mais le mode de production esclavagiste, le même que éxistait quand les anciennes colonies se sont constituées en états indépendants, est devenue predominant. Le Vénezuéla compte dans ces derniers. Nous allons nous concréter a examiner la formation de ses classes sociales, avec la limitation dûe à la relativement peu nombreuse documentation que nous avons à ce sujet.

---- oooo ----

Au Venézuéla, à la moitié du XVI éme. siècle, et malgré que l'Amérique avait été découverte dès 1492, les espagnols avaient limité leurs incursions, en petits groupes expéditionnaires, sur la côte orientale et dans l'occupation des îles, celles qui leur offraient la possibilité d'exploiter les perles qui existaient là. Pour plonger et pour pêcher, ils employèrent au commencement des indigènes natifs des îles ou bien ceux qu'ils attrapaient par la force sur les côtes et, postérieurment, des esclaves nègres procèdant d'Afrique et connaisseurs du métier. Ils ont soumis les uns et les autres a une exténuante exploitation, dont les expéditionnaires témoignèrent dans leurs récits; c'est ainsi que Vasquez Espinosa écrit : ".... chaque propiétaire de canot a dans sa maison ou "Rancheria", une salle ou grande chambre qu'on nomme prison oú tous les noirs dorment enfermés sous clefs, parce que même pour la pêche des perles, la chasteté est nécessaire, de façon que si le contraire éxistait parmi l'un d'eux, il ne pourrait ni pêcher ni plonger sous l'eau; il resterait simplement a la surface comme un bouchon. Autant pour ceux qui n'ont pas péché assez d'huîtres perlières au goût de leur maître, ou font les malins, on les met

dans des chambres ou des prisons, avec des chaînes et des fers. On les punit, on les marque et on les maltrait cruellement et inhumainement". Avec le produit de la vente des perles, une fois payés les tributs a la Couronne espagnole, les espagnols achetaient à la métropole, des aliments, des tissus, des armes, des esclaves, et tout ce dont ils avaient besoin pour leurs vies rudimentaires d'aventuriers.

Une fois qu'ils eurent étendu leurs incursions a l'ouest et ayant pris place a Coro, les premières expéditions a l'intérieur du pays partirent de là. Ils ont fondé le Tocuyo, Barquisimeto, Borburata et Caracas en 1567, presqu'un siècle après avoir touché pour la première fois la terre d'Amérique. Ils ont soumis et subjugué ces populations indigènes disséminées, parfois par la superiorité de leurs armes de guerre, ou par le concours des moines et de prêtres, qui sous le prétexte de gagner des "âmes" pour le christianisme et les sauver de l'idolâtrie où elles vivaient, n'économisaient pas les méthodes et les procédés les plus barbares de conquête et de catéchisation.

Etant donné que les groupes expéditionaires avaient pour but principal la recherche d'or et d'autres métaux précieux, ils fixaient leur résidence et fondaient des villages dans les lieux oú étaient les mines et oú ils présumaient leur existence.

Pour compléter les approvisionnements ils dévalisaient les depôts des indigènes en les obligeant par la force a semer les champs et travailler dans les mines. Ils transformaient les indiennes en concubines; d'où provinrent les métis qui deviendront le lien de contact ethnique entre espagnols et la population indigène, élement de formation du bas peuple.

Malgré les métodes barbares de subjugation, et la vente des indiens pour approvisionner la main d'œuvre pour les mines et les travaux des champs, principalement ceux des îles, l'esclavage

comme mode de production prédominant sur le territoire fut établit seulement après que les espagnols commencèrent a importer les esclaves nègres pour supplanter la main d'eouvre indigene pour une plus résistante et adroitte et pouvoir ainsi développer certaines cultures déterminées. Les conquérants prenaient possession du territoire et de tout ce qu'il y avait sur lui au nom du roi d'Espagne et pour le roi. L'indien a été toujours considéré comme sujet de celui-ci et, en conséquence, créancier d'une certaine protection royale; celle-ci s'est établi et exprimée dans de nombreuses dispositions contenues dans les "Cédulas Reales". Entre autres celle de 1526 ordonnait que ".... les indiens soient bien traités et considerérés comme son prochaîn, qu'on ne leur applique pas des peines de force, ni ont les vole, ni cause de dommages, ni injustices, ni aucun mauvais traîtement...". Ensuite, celle qui a crée l'institution de la "encomienda", qui consiste quand le roi cède par sa "merci" un morceau de son territoire a un conquérant, il lui "encomendaba" les indiens qui en habitaient, lesquels en restant libres, étaient obligés de travailler les champs et faire le service domestique pour le "encomendero", ce que devait leur être payés. Dans le voisinage des villages qu'ils fondèrent, les conquérants devaient aussi fonder des villages d'indiens, étant obligés les indiens de payer des tributs au roi et a travailler dans la construction de chemins et d'autres oeuvres. Entre les villages d'indiens et les villages d'espagnols, s'établirent ainsi des relations d'echange et d'autres. Dans la partie orientale du territoire et dans le but de désarticuler et affaiblir les indigènes qui offraient une plus grande résistance, ils employèrent pour la colonisation des missionaires franciscains et dominicains qui pour enraciner et incorporer la population authoctone la concentrèrent en villages en leur conservant leurs traditions et leurs cultures en commun. A ces villages ont leur reconnaisait légalement des étendues

de terre dûment délimitées pour qu'ils puissent les jouir en usufruit et en commun; communautés dont quelques unes subsistent encore. En punition, comme sanction pénale, on était autorisé de traîter comme esclaves, les indiens qui résisteraint à la colonisation; ils pouvaient être objets de vente ou "encomendados". Etant donné que le roi était intéréssé de percevoir de nombreux tributs de ses sujets indigènes, il prenait ses dispositions pour les protéger contre les abusifs et barbares traîtements dont ils étaient les victimes de la part des conquérants, "encomenderos", prêtres et le reste des colonisateurs.

Le roi distribua des grandes étendues de terre entre les chefs d'expéditions, les hidalgos qui y étaient incorporés et les fondateurs des villages. Chaque expédition apportait d'Espagne des vaches, des taureaux, des moutons, des chèvres, des chevaux, des juments, des ânes, espèces qui n'existaient pas en Amérique; et des semences de blé et d'autres; autour des villages fondés, les voisins et les habitants developpèrent ces élevages et ces cultures avec la main d'oeuvre indigène. D'abord ils les ont gardés pour leur propre ravitaillement et ensuite pour des échanges avec les autres villages et enfin pour exporter en Espagne avec l'or et les perles, surtout quelqu'uns de ces produits principalement les peaux et le suif. Avec le produit de ces ventes ils acquéraient dans la métropole des articles manufacturés, des instruments de travail et même des objets de luxe. L'ample et enthousiaste accueil fait en Europe au cacao, au tabac et à d'autres produits tropicaux a poussé les grands propiétaires fonciers a développer ces cultures et pour cela ils ont augmenté l'importation des esclaves nègres. Même quand ce mode de production esclavagiste arriva a être prédominant, cela ne signifia pas que la nouvelle societé en formation avait passé dans son évolution d'un stade à autre, puisque la plupart de la population, qui était l'indigène, continuait

a vivre en communauté primitive. Ces faits avaient donné lieu a une juxtaposition ethnique et de mode de production imposée par les grands propiétaires fonciers, dont le nombre était réduit et que étaient étranges vis a vis de la majorité de la population.

De la même façon que l'on faisait en Espagne, dans chaque village d'espagnols fut créé un Conseil - Cabildo - formé par les voisins les plus hauts placés et les plus influents, et désignés au même temps les maires, les huissiers, les juges et le reste du personnel administratif.

Au commencement du XVII ème. siècle on estimait que dans les 19 villages créés para les espagnols, Caracas inclus, vivaient 885 familles d'origine européenne - 658 espagnoles et 127 étrangères (portuguaises, italiennes, etc.)- et de ces chefs de familles, 364 avaient reçu des terres et étaient "encomenderos"; le nombre d'indiens "endoctrinés" montait a 16.500, et a 70.000 ceux que déambulaient sur le reste du territoire dont la superfice était plus d'un million de kilomètres carrés. On avait aussi importé, à cette date, plus de 2.000 esclaves d'Afrique.

De ces données, on peut déduire, qu'une fois la plus forte résistance de la population authoctone vaincue, les conquérants avaient donc créé les bases économiques et l'ordre social et administratif sur lesquels évoluerait la societé coloniale. L'importation d'esclaves nègres et l'instauration du mode de production esclavagiste, comme mode prédominant, déterminerait la division de cette societé en deux classes antagonistes principales: une, integrée para ceux qui avaient reçu du roi des grandes étandues de terres, qui étaient propiétaires des cultures, troupeaux et esclaves, et, une autre, par les esclaves; mais vue la domination absolue du roi sur le territoire, sur ses richesses et sur les hommes qui y habitaient et par la tradition espagnole transplantée en Amérique, il va se sustenter sur cette division en

classes, une structure sociale d'ordre hiérarchique où le rang supérieur serait en mains des représentants du roi et des grands propiétaires de terre et d'esclaves - la "noblesse créole"-, et les rangs inférieurs, a différents niveaux, par une gamme "d'hommes libres" que va depuis les européens - espagnols et étrangers, commerçants, artisans, etc.-, les indiens en général ("endoctrinés" ou non) les "pardos", le métis, les "zambos", les mulâtres, jusqu'aux nègres libérés.

Deux siècles après, en 1810, le nombre de villages fondés qui étaient 19 en 1600, quelques uns transformés en bourgs et villes, passaient a plus de 200. La population totale, estimée par Humboldt, atteignait déja les 800.500 habitants et était composée par 184.727 habitants d'origine européenne - le 20,5%-, 161.354 indiens purs, dont 60.000 déambulaient sur les étendues non colonisées; 464.362 "pardos", métis, mulâtres, nègres libérés et marrons ("cimarrones") et 87.805 esclaves recensés. Les chefs de famille, propiétaires fonciers qui étaient au nombre de 364 en 1600, dépassaient les 658.

Il faut avertir que pour cet accroissement de la population pendant les 200 ans parcourus, contribuèrent l'inmigration d'origine européenne et l'importation accelérée d'esclaves(près de 140.000), puisque en plus des 67.805 recensées il y avait 57.000 nègres purs entre libérés et marrons-esclaves échappés de leurs maîtres et qui maraudaient par les montagnes et par les plaines, fuyant la persécution de la police. Un tel volume d'esclaves importés ne laisse aucun doute sur le mode de production prédominant, surtout si on observe le petit nombre de grands propiétaires de terres et d'esclaves et que l'activité économique s'appuyait sur les cultures de cacao, de café, de canne à sucre, de tabac, l'élevage et dans l'exportation de ces produits.

Cette structure hiérarchisée, que était en vigueur pour 1810, avait commencé cependant a se fendiller sous la pression aiguë des contradictions économiques qui devenait chaque fois plus puissantes, avec ceux de la métropole d'une part, et de l'autre, avec ceux des rangs inférieurs - blancs sans terre, commerçants, artisans, "pardos", métis, etc.-; quelques uns de ces derniers s'étaient enrichis avec le commerce et avec d'autres activités, comme le contrebande, nées de l'accroissement de la production des champs et des exportations. Ces dernières contradictions se camouflaient sous le manteau des luttes pour les revendications d'égalité sociale, lesquelles, dans quelques sens plaçaient les intégrants des rangs inférieurs a côté des intérêts de la métropole et de ses représentants.

Le fait que le mode de production esclavagiste devint prédominant à cause de l'importation des esclaves nègres d'Afrique et qu'on ait imposé une superstructure juridique-administrative et sociale semblable a celle qui était en vigueur en Espagne au commencement de la conquête, a conditionné, nécéssairement, une évolution économique et sociale de la societé en formation qui ne s'est pas ajustée au schéma classique des sociétés européennes, sans vouloir signifier avec ça une contraproposition au schéma classique ni que les stades de l'évolution eurent été sautés. On constata un fait: ayant été interrompu le cours naturel de son évolution économique par un facteur externe, la société en formation entraînait dans son sein des élements de stagnation. La plupart des indigènes continuaient à vivre sous la forme de communauté primitive et d'accord à leur propre organisation sociale et, avec eux, coéxistait le reste de la population dont les activités étaient déterminées par le mode de production esclavagiste. La superstructure ne correspondait ni à l'un ni à l'autre mode de production; c'était une transplantation d'Espagne dont la formation économique en retard vis a vis des autres nations européennes, évoluait du féodalisme au capita-

lisme. Une fois l'émancipation accomplie, après des guerres sanglantes, et une fois que la Capitainerie Générale du Vénézuéla s'était transformée en Etat automome et indépendant, la structure esclavagiste et des classes de la Colonie restaient les mêmes. On peut l'expliquer puisque ceux qui étaient en conditions de diriger l'action libératrice, de couper le lien de dépendance avec la couronne, ne pouvaient être autres que les mêmes grands propriétaires des terres et d'esclaves: le secteur, en fin, de la classe économiquement dominante qui avec l'Indépendance s'est appropiée le pouvoir politique, bien qu'au commencement ils eurent l'opposition des rangs inférieurs de la société.

L'émancipation mit fin a la contradiction entre les interêts économiques et politiques de la "noblesse créole" et ceux de la métropole, mais ce furent les guerres de l'Indépendance qui favoriseraient la transformation des relations de production, de la structure économique de la nouvelle société. S'il était certain que l'Etat n'abolirait pas l'esclavage que jusqu'en 1854, le mode de production esclavagiste avait cessé d'être le prédominant, parce que la majorité des esclaves profitant de la désarticulation et désajustements provoqués para les guerres, s'etaient libérés par eux mêmes, abondonnant les exploitations, s'incorporant aux corps d'armée tant réalistes como indépendants, ou s'internant dans les montagnes et les plaines pour faire leurs propres semailles. Les grands propriétaires fonciers, ne pouvant plus récupérer leurs esclaves par la force publique, non sans faire de multiples efforts, ont opté pour généraliser dans leurs "haciendas" et "hatos" des relations de production, qui en certaine forme étaient en usage depuis la Colonie. En effect, ils substituèrent, ou plutôt, ils remplacèrent la main d'oeuvre esclave dans les plantations de cacao, café, canne à sucre, par le "medianero" et par "l'aparcero" dans les cultures d'assolement (céréales, tubéroules, etc.), et dans les unes et les autres et pour l'élevage, ils employèrent le "peon" - espèce de salarié

aux conditions inhumaines-. Au "medianero", dans un contrat, on lui signalait un lot de terrain pour qu'il sème le cacao, le café ou la canne à sucre, et au propriétaire de la terre correspondait la moitié des plantes, en obligeant la "medianero" a lui vendre l'autre moitié sitôt en production. "L'aparcero" devait rendre au propiétaire, una partie de la récolte - le 1/3 ou la 1/2 selon la région ou si le propriétaire foncier donnait les semences ou les bêtes por labourer-. Les "medianeros" et les "aparceros" étaient obligés de réaliser avec des salaires plus que bas, les travaux que le propriétaire leur fixait.

D'un autre coté, comme en plus que les salaires étaint très bas on les leurs payaient en "jetons" échangeables uniquement par des articles a haut prix dans les "pulperías" (magasins que les propriétaires fonciers possédaient dans leurs "haciendas" et "hatos"), les "medianeros", les "aparceros" et les "peones", pour pouvoir couvrir leurs frais de subsistence et ceux de leur familles, forcément devaient faire des emprunts ou des anticipations sur les travaux a faire ou sur la partie de plantes ou de récolte qu'ils devaient recevoir. Les dettes devaient être amorties totalement pour pouvoir abandonner le lieu pour un autre et elles restaient en héritage de pères en fils; de cette façon, les paysans restaient par de lien, inféodés, enracinés, au propriétaire de la terre et à la terre oú ils travaillaient. L'Etat comme appareil représsif, était chargé de faire accomplir ces compromis par une Loi qui établissait la prison pour dettes.

La généralisation de ces relations de production assura aux propriétaires fonciers la main d'oeuvre servile et bon marché, et leur facilita sans risques pécunnaires, la possibilité d'amplifier leurs cultures et étendre leurs propriétés avec l'annexion des terres limitrophes non appropriées.

Le fait que ce petit nombre de propriétaries accapareurs de terres, continua dans le nouvel Etat fortifiant leur domination avec la généralisation des relations de production dont nous avons parlé, détermina qu'ils se transformèrent en caciques ou "caudillos"- espèces de seigneurs féodaux qui dans leurs respectives régions, retenaient le pouvoir économique et politique. Ce sont les mêmes qui dans les luttes entre eux, pour conserver l'hégémonie locale ou conquérir le pouvoir national, vont entraîner derrière eux les "medianeros", les "aparceros" et les "peones", enracinés dans leurs terres, dans les guerres civiles dont le pays a été la scéne jusqu'au commencement du présent siècle. Cette interprétation ne veux pas cependant nier ni mésestimer que les masses paysannes, les salariés urbains et les secteurs des classes intermédiares, en participant a ces combats, ont lutté pour leur propres revendications économiques, sociales et politiques. Dans les guerres de 5 ans ou "Guerre Féderale" - 1859-64-, par exemple, un des chefs libéraux- Ezequiel Zamora- a arboré la consigne de meilleures conditions de vie pour les masses paysannes en qualifiant d'oligarques aux propriétaires fonciers qui formaient le bande contraire ou "godos" (conservateurs), auquels il faisait responsables de la misère oú la paysannerie était enfoncée. Mais comme la plupart de chefs libéraux étaient aussi des grands propriétaires fonciers, ils ont été responsables avec les chefs conservateurs, du traître assassinat de Zamora, juste au moment oú ses brillantes victoires le signalaient comme l'indiscutible chef suprême du mouvement fédéral. Ils ont empeché ainsi, toute réforme dirigée a una rédistribution de la terre.

Les guerres d'indépendance ont donc aidé les esclaves a se libérer par eux mêmes, ont favorisé aussi le changement du mode de production esclavagiste et, en plus, ont désarticulé en pratique le classement des rangs sociaux de la Colonie que gênaient l'évolution

économique de la société et freinaient le développement des forces productives. Cette désarticulation a été formalisée "légalement" par la Constitution de 1830-calquée dans celles qui étaient en vigueur dans les pays où le mode de production capitaliste s'était imposé-, quand elle a garanti aux Vénézuéliens l'égalité devant la Loi, la propriété, la sécurité individuelle, la liberté civile (Art. 188), ainsi comme la liberté de travail (sans avoir encore aboli l'esclavage), la liberté d'industrie et de commerce (Art.200), la proportionnalité des contributions et l'obligation de les payer sans exceptions de privilèges (Art. 215). D'un autre coté, le Vénézuéla avait commencé à commercer librement avec tous les pays du monde; mais étant donné que l'activité économique fondamentale était toujours l'agriculture (culture de cacao, café, canne à sucre), l'élevage et l'exportation de ces produits, les grands propriétaires fonciers, contre leurs propres désirs, ont du co-partager le pouvoir politique, qu'il contrôlaient déja, avec les commerçants (exportateurs* et avec les prêteurs et les autres personnes qui depuis la Colonie s'étaient enrichies avec la participation directe ou indirecte dans ces activités. Les autres couches des classes intermédiaires se sont considerées arrivées -par effets de la Constitution- à la catégorie "d'hommes libres", même que sur le dos des plus pauvres retomberait, dorénavant, l'exploitation directe qui avait pesée sur les esclaves.

En conséquence, avec ces modifications des relations de production et de la législation sociale et politique, la société ne serait plus integrée par les classes sociales qui avaient été signalées : la "noblesse créole" propriétaire des terres et des esclaves, et les esclaves; sinon, d'un coté, par les grands propriétaires fonciers -les anciens et les nouveaux, puisque bien des chefs indépendants avaient été récompensés avec des grandes étendues de terres-, les grands commercants, les preteurs, la haute bureaucratie;

et d'un ....

*et importateurs)

autre coté, par les "hommes libres", dont la force de travail était leur seule richesse. Entre elles, il y avait des artisans, petits commerçants, petits producteurs agricoles propriétaires de lots de terre ou de plantes de cacao et café. Cependant, la coéxistence des modes de production différents -la communauté primitive où la plupart de la population indigène avait sa subsistence, le nouveau mode de relation de production qui remplaçait le mode esclavagiste, et le mode de salariat "légalisé" para la Constitution-, donnaient l'apparence d'une société divisée en deux secteurs opposés: un petit nombre de "riches" (oligarques) et une forte majorité de population, "les pauvres", le peuple; apparence que la Constitution de 1830 s'est chargée de paterniser quand elle a établi que pour être électeur ou élu, le citoyen devait posséder des biens-fonds qui lui rapportaient une rente annuelle déterminée ou qu'il devait recevoir une rente égale au salaire d'un employé ou d'un professionnel.

La superstructure juridique-politique-administrative que la Constitution de 1830 a reglé, ne correspondait pas au stade d'évolution où se trouvait la société dans son ensemble ni aux relations de production qui s'étaient géneralisées dans l'activité économique prédominante -l'agriculture et l'élevage-. Si pendant les 300 ans de la Colonie, le Vénézuéla, qui formait partie de l'Empire Espagnol, avait une superstructure qui n'était autre que la continuité ou la transplantation de celle qui était en vigueur a la métropole; une fois que les Vénézuéliens se sont émancipés d'Espagne, la superstructure qu'ils ont intenté d'adopter avec la Constitution de 1830, correspondait au mode de production capitaliste dont la base économique n'était pas encore en formation, ce qui va déterminer le divorce permanent entre la législation promulguée dans les Constitutions et les lois, et la pratique des relations sociales et politiques des citoyens entre eux et avec les organes de l'Etat. La

Constitution a consacré la souveraineté comme inhérente au peuple, mais ceux qui la pratiqueraient sur place, c'étaient les grands propriétaires fonciers transformés en "caudillos" ou caciques. Au point de vue national, la souveraineté serait en main du plus puissant d'eux et qui en même temps contrôlerait le gouvernement en bousculant toutes les institutions et toutes les libertés et les droits créés et garantis par les Constitutions et les lois.

Il ne pouvait pas y être d'une autre façon, a cause de: la survivence de l'appopriation "latifundista" de la terre et ses conséquences - des disputes et des guerres entre les "caudillos" pour le contrôle politique local ou national, la destruction des richesses et l'anéantissement de la population à cause des guerres-; l'augmentation de l'importation d'articles manufacturés et d'aliments pour ravitailler la population; tout cela a empeché ou a réduit au minimum, pendant toute la période, le développement des forces productives et l'accumulation du capital national indispensable pour l'installation d'industries. La bourgeoisie industrielle n'a pas donc eu l'occasion de surgir dans la société, en fracassant à ce sujet, tous les essais et l'impulsion des forces progressistes. A ce retard et à cette stagnation a contribué l'instalation dans le pays de grandes maisons commerciales étrangeres, principalement allemandes, vers la moitié du siècle. Elles se sont constituées en commanditaires ou banquières des grands propriétaires fonciers, en arrivant a contrôler, en conséquence, l'activité économique principale du pays, et le commerce d'exportation et d'importation. En effet, en avançant de l'argent aux gros propriétaires, pour leur frais et des articles manufacturés ou non pour ravitailler les magasins (pulperías) de leurs "haciendas" et "hatos", en accompte de leur récoltes de café, cacao, de leur bétails et de leur produits; et en payant pour leur produits des prix inférieures à ceux des marchés mondiaux; en rechargeant le prix des articles qu'ils leurs fournissaient et en leur exigeant

des interêts abusifs sur les prêts qu'ils leurs faisaient, les Maisons Commerciales étrangères ont joué, au Vénézuéla, le rôle d'initiatrices du colonialisme capitaliste.

Nonobstant cette exploitation et cette extorsion, desquelles les grands propriétaires fonciers furent victimes, ils ont pu développer leurs "haciendas" et "hatos", parce qu'ils comptaient avec des financements stables. La production d'exportation augmenta, et ainsi, celle des cultures temporaires, avec l'accroissement de la circulation de numéraire et des opérations commerciales a l'intérieur du pays. Ces Maisons Commerciales fondèrent des succursales dans les principales villes en étendant le rayon et le volume de leurs opérations. Mais, comme elles remettaient a leurs Maisons Mères, à l'extérieur, les énormes bénéfices obtenus avec ces techniques d'usures, elles ont contribué, non seulement a réduir l'accumulation de capital national, et par conséquence, a empécher le développement économique du pays, sinon a enrichir les siens avec la succion de l'éxédent économique dérobé aux travailleurs vénézuéliens.

La structure d'appropiation latifundista de la terre avait été ainsi renforcés, indépendamment de l'origine sociale des grands propriétaires de terres - des descendants de la "noblesse créole" ("oligarchie conservatrice") ou de ceux des chefs militaires de l'émancipation ("oligarchie libérale"). Les hauts et les bas des prix de leurs produits d'exportation au marché mondial, déterminaient dans le pays des époques bonnes mais fugaces ou de décadence, et à la fin de cette période, il surgit, en 1908, Juan Vicente Gómez qui mettrait fin aux disputes pour le pouvoir politique et s'érigea comme le plus haut représentant des grands propriétaires fonciers et en dictateur omnipotent avec l'appui et la complaisance des grandes Maisons Commerciales étrangères et des gouvernements de leurs pays respectifs.

Au moment du déclenchement de la Première Guerre Mondiale, qui a coincidé avec la découverte de grands gisements de pétrole- en juillet 1914, fut terminé le premier puits producteur de pétrole-, la structure économique continuait inaltérable et les mêmes Maison Commerciales étrangères contrôlaient le commerce d'importation et d'exportation. Autour du gouvernement de Gómez, il s'est intégré une classe dominante formée par les grands propriétaires fonciers, les commerçants, les prêteurs, les rentiers urbains et la haute bureaucratie. Comme classe inférieure de sustentation, une paysannerie chaque fois plus exploitée et appauvrie. Entre elles, et sans pouvoir encore la signaler comme une "classe moyenne", les artisans, professionnels, employés publics et privés, petits commerçants et les couches plus pauvres des villes. Au bout de 84 ans d'existence de la République -1830-1914-, Gómez, dictateur sanguinaire qui unifia et centralisa le pouvoir politique, fut l'exposant caractéristique de la structure latifundista, du retardement économique, social et politique qu'elle engendrait, et du divorce entre la législation qui faisait cours dans les Constitutions et les lois, et les relations sociales et politiques qui régnaient dans la pratique.

L'interruption du trafic maritime et de l'échange commerciale avec l'Europe, en conséquence de la Première Guerre, a provoqué une réduction violente des exportations de cacao, café, troupeaux et produits, et que les Maisons Commerciales allemandes, qui ont été les plus importantes, cessèrent leurs avances d'argent et d'articles aux propriétaires des "haciendas" et "hatos"; c'est ainsi comme la production des cultures et des troupeaux et le bienêtre économique des grands propriétaires fonciers a commencé a décliner et la misère de la paysannerie a s'accentuer. Même que Gómez est venu en aide des grands propriétaires fonciers et que le commerce d'exportation et d'importation s'est réanimé avec son orientation

vers les Etats Unis, le système de financement stable des récoltes ne se rétablirait plus. De nombreux propriétaires fonciers ont commencé a faire des dettes et, ne pouvant pas les payer, ils ont fermé leurs "pulperías", abandonné leur "haciendas" et "hatos", ou les ont rendus a leurs créanciers, ce qui amena une concentration de propriétées dans les mains de ceux-ci (commerçants ou prêteurs), et par conséquent, la détérioration des mêmes. Il arriva le pire pour la paysannerie puisqu'elle ne recevait même plus les bas salaires d'avant, et que les prix des céréales, tubércules, etc. qu'elle produisait pour compléter leurs revenus, étaient tombés. Le mécontentement des paysans fut brutalement contenu par le Gouvernement, d'une part, avec le système de "recrue", espèce de conscription forcée qui fournissait a Gómez une main d'oeuvre gratuite - les officiers et les soldats de l'armée- pour les travaux de ses "haciendas" et "hatos", et d'une autre part, avec les condamnés aux travaux forcés, qu'une police spéciale recrutait parmi les travailleurs urbains et les paysans, sous prétexte de leur condition de vagabonds et malfaiteurs, pour la construction de routes, de chemins et d'autres oeuvres publiques. C'est ainsi que Gómez se proposait de garantir la stabilité du régime et la "paix sociale".

Mais le pétrole adoucirait la violence de cette crise en déroulement. D'un coté, parce que l'exploitation du pétrole à travers des opérations d'exploration - commencés depuis 1910-, celles de perforation de puits et celles de construction de campements, absorberait directe ou indirectement, une grande partie de la paysannerie désoeuvrée ainsi que quelques couches intermédiares - ingénieurs, arpenteurs, entrepreneurs, avocats, médecins, comptables, etc.-; et d'un autre coté, avec le paiement des impôts pétroliers, ce qui va permettre au Gouvernement d'augmenter ses entrées fiscales et employer ces nouvelles ressources pour la construction - d'oeuvres

publiques, pour agrandir ou créer de nouveau services et augmenter la bureaucratie. En plus, la constatation de que le Vénézuéla avait un sous sol plein de grands et riches gisements pétroliers, l'à transformée en centre d'attraction des trusts pétroliers et des spéculateurs internationaux et en grand marché d'influences et de répartition de comissions pour obtenir les meilleurs concessions, et par conséquence, une entrée extraordinaire de devises.

De cette violente irruption du pétrole avec ses conséquences plus inmédiates et complexes,les propriétaires fonciers en on fait leur profit; ils ont commencé a former part de la haute bureaucratie ou du monde des "hommes d'affaires" - soumissionnaires d'oeuvres, gérants de concessions, etc.-, et se sont enrichis à base de manipulations les plus sales et déshonnêtes. Au fur et a mesure que la production et l'exportation du pétrole augmentait et se transformait en activité économique prédominante et que le pouvoir économique passait aux mains des trusts pétroliers, le secteur enrichi de la classe dominante se transformait chaque fois plus en agent de la colonisation économique et politique du pays.

Et ainsi, au fur et a mesure que l'exploitation pétrolière, l'éxécution d'oeuvres publiques dans les différentes régions du pays et la création de nouveaux services, absorbaient la main d'oeuvre et accroissaient l'éxode paysanne vers les "champs pétroliers" et centres urbains, il apparut peu a peu, dans l'évolution de la société vénézuélienne, des masses de salariés relativement nombreuses et concentrées qui deviendrait la classe ouvrière. D'un autre coté, les propriétaires fonciers, en ne comptant plus avec une main d'oeuvre servile suffisante d'où ils extrayaient leur rente, ont renoncé d'agrandir et de développer leurs "haciendas" et "hatos".

A cette distorsion des relations de production au milieu rural et de l'aménnuisation de la production agricole et de l'élevage, il faut ajouter que l'exploitation du pétrole avec le volume de sa pro-

duction et exportation, et des entrées qu'elle fournissait a l'Etat, devait déplacer, comme en effet elle l'a fait, l'agriculture et l'élevage comme activités fondamentales du pays. Cette situation s'est accélérée au moment où la Loi d'Hidrocarbures de 1943, obligea les Compagnies Pétrolières à payer des impôts sur le revenu et aussi avec la fin de la Seconde Guerre Mondiale qui augmenta la consommation mondiale du pétrole et de ses dérivés.

Malgré que le sous sol et en conséquence, le pétrole, son propriété de la Nation, son exploitation menée para le système de concessions qui ont été accaparées et controlées totalement par les trusts étrangers, a originer dans le pays la coéxistance de deux économies en perpétuelle contradiction et antagonisme: l'économie agricole, retardée et décadente, mais nationale, et une économie pétrolière hautement technifiée dépendant des économies des pays d'origine des trusts, des Etats Unis principalement. Cette coéxistence anormale a accentué, d'un coté, la stagnation où se trouvait l'économie nationale, et a acceleré sa dépendance par les trusts étrangers. D'un autre coté, elle a déterminé que l'évolution et la formation des classes sociales vénézuéliennes suivirent un procès qui en beaucoup d'aspects -principalement celui de la gestation et croissance d'une classe industrielle nationale- est bien différent du procès que l'on peut observer et constater dans lespays développés.

Si jusqu'à la Première Guerre Mondiale la situation d'appropiation latifundista de la terre et le manque d'accumulation de capital national dû à la succion de l'éxédent économique par les Maisons Commerciales étrangères, ont gené et empeché le développement des forces productives nationales, conservant le pays dans une situation de sous-développement, l'accaparement et le contrôle de l'extraction et de l'exploitation du pétrole par les trusts étrangeres, approfondit encore plus le sous-développement et la dépen-

dance économique et politique du pays par le capital étranger, puisque étant donné la structure externe de cette exploitation, il ne retournait au pays qu'une partie de la valeur des exportations du pétrole - salaires, soldes, impôts et "royalty" perçus par l'Etat-. Et au même temps, cette partie aulieu d'être reinvestie et accumulée dans le pays, sortait inmédiatement de nouveau a l'éxtérieur pour couvrir les frais d'importation d'articles manufacturés et d'aliments nécessaires pour satisfaire les besoins d'une population urbaine en plein accroissement (l'éxodé paysanne vers les "champs pétroliers" et les villes), que le manque d'industries et l'abandon de la production agricole, empêchaient d'approvisionner depuis l'intérieur.

C'est ainsi que tant la valeur du pétrole comme celle de l'éxédent économique ajouté par la force de travail des ouvriers vénézuéliens, entraient directe ou indirectement aux économies des pays d'origine des trusts, et les enrichissaient aux dépens de l'appauvrissement du Vénézuéla-l'épuisement des ressources non renouvelables-, et de la stagnation de son économie nationale. L'accroissement des importations fut stimulé principalement par le résultat improductif que l'Etat donnait aux revenus fiscaux du pétrole-sa distribution à travers le Budget National- entre les entrepreneurs d'oeuvres, les "hommes d'affaires", la haute, la moyenne et la basse bureaucratie, etc., et imprima au commerce en gros et en détail, une violente expansion et un gran niveau lucratif.

Par conséquence, les commerçants importateurs, les entrepreneurs d'oeuvres, "les hommes d'affaires" et la haute bureaucratie, dont l'enrichissement avait une origine commune, ont intégré graduellement et au même temps, avec les grands propriétaires fonciers, un puissant secteur parasitaire et antinational de la classe gouvernante; secteur hostile au développement de l'industrie nationale indépendante; et intéréssé d'accroître rapidement ses gains, avec le lucre facile des spéculations. De même que par sa concomitance

avec l'exploitation pétrolière et en géneral avec le capital étranger inverti au pays, ce secteur s'est incorporé, a fusionné, pour ainsi dire, aux classes dominantes, impérialistes des pays d'origine de ces capitaux. Par contre l'Etat, de sa condition d'instrument oppresseur avec lequel la classe dominante, accapareuse de la terre, s'assurait l'exploitation des classes dépossédées, est devenu l'instrument au service des classes dominantes des pays d'origine des trusts étrangers , et entre elles, celles du plus puissant: les Etats Unis, pour oppresser et exploiter, à travers le secteur parasitaire et antinational et les liders politiques petits bourgeois, toute la population venézuélienne. L'Etat agirait dorénavant en défense et pour le bénéfice des interêts étrangers, économique, social et politiquement; même que dans certaines circonstances et par pression des forces progressistes, latentes et contenues, certains membres des organes exécutifs ont interprété et défendu les interêts nationaux; par exemple:

Une fois paralysées les importations d'articles manufacturés (machineries, pièces d'échange) d'aliments, en conséquence de la Seconde Guerre Mondiale, pour satisfaire cette angoissante demande, des grands et des petits ateliers mécaniques ont commencé a s'installer dans les grandes villes; et dans les champs, on a commencé des semailles d'urgence, iniciant ainsi, le développement des forces productives, ce que l'Exécutif a capté et interprété en dictant des mesures protectionistes à la production industrielle et agricole, et par ce fait, il a introduit des projets de lois progressistes au Congrès National. Telles furent la Loi d' Hidrocarbures, promulguée en 1943 et celle de la Réforme Agraire, en Septembre 1945. Mais les trusts américains s' appuyant sur le secteur parasitaire et antinational, et se servant d'un petit groupe d'officiers de l'armée et de liders démagogues, petits bourgeois, ont organisé un coup d'Etat pour renverser le Gouvernement. Le gouvernement provisoire déroga la Loi de Réforme Agraire, paralysa l'industrialisation indépendante

du pays en favorisant et stimulant l'installation des subsidiaires des grands trusts américains. Le brève parenthèse -1941-1945-d'activité nationaliste de l'Etat était donc arrêté.

Une autre expression de la coéxistence des deux économies, est la croissance violente et accélérée d'une population improductive, sans travail, à la campagne, dûe a la répercussion de l'exploitation pétrolière dans le mode de production impératif là; et dans les centres urbains, non seulement l'affluence d'éxode paysanne, sino la propre croissance végétative de la population urbaine, qui ne pouvait être absorbée para les subsidiaires -simples transformeuses de matieres premieres importées, assambleuses, etc.- que les trusts américains ont installé au pays. Les trusts pétroliers, de leur coté, dans les derniers 5 ans et dans tout le pays, ont mit dehors le 25% -12.000 ouvriers- du personnel qu'ils employaient en 1958. Cette irruption dans l'évolution de la société venézuélienne, d'une si nombreuse population sans travail, improductive, et qui par son origine et sa relation avec le volume de population totale, ne garde aucune similitude avec "l'arme de réserve " inhérente au système capitaliste, est justement la contradiction la plus explosive que la dépendence économique a créé, et qui ne pourra se résoudre sinon en substituant la structure économique qui puisse incorporer toute la population au proces de développement. Cette augmentation de la population sans travail présente de multiples et graves répercutions sociales et accrédite l'urgence d'une solution révolutionnaire.

D'un autre coté, le marché interne, déja réduit par la basse capacité adquisitive de la paysannerie, s'est restreint avec cette augmentation de la population sans travail. A fin d'améliorer cette situation, le secteur parasitaire et antinational des classes dominantes, et les trusts étrangers, ont mit en pratique à travers le Gouvernement et en employant les revenus fiscaux, des plans d'émergences, d'oeuvres publiques, de crédits pour la construction privée et en faisant que le pays s'endette avec la contratation des prêts

a l'éxtérieur, ainsi qu'avec la dévaluation de la monnaie. Toutes ces solutions, bien au contraire, approfondirent encore plus la contradiction en animant l'éxode paysan, en amplifiant la base de la bureaucratie en forme excessive, en élevant le prix de la vie, et en faisant faire au Budget National des dépenses improductives chaque fois plus grandes et au détriment de la reinvertion reproductive des entrées pétrolières.

Pour concrétiser le schéma de la formation des classes sociales au Vénézuéla, nous avons donc, actuellement, dans la classe dominante, un secteur intégré para les rares industriels nationaux, les moyens et petits entrepreneurs de l'agriculture et de l'élevage, les commerçants non-importateurs, les entrepreneurs des transports, secteur qui se résiste a disparaître et qui est en antagonisme avec le secteur parasitaire et antinational, et vis-a-vis de celui-ci chaque fois plus faible, et en géneral chaque fois plus vacilant et craintif pour la soif de participer dans la distribution que le Gouvernement fait des entrée pétrolières. Contrairement à ce que devaient être leurs revendications, ils plaident aussi pour la création de stimulants qui attirent le capital étranger au pays, et qui s'oriente a s'invertir dans des branches industrielles non développées; pour leur participation dans les compagnies anonymes avec lesqu'elles les trusts étrangers cachent leur subsidiaires sous l'aspect de "nationales"; pour des mesures de protection -hautes tarifes, exonération de droits pour les matières premières qui sont importées, etc.-; et pour la défense de "l'entreprise privée" contre l'intervention de l'Etat dans la promotion et développement industriel. Mais comme au fond, les deux secteurs sont organisés dans une Féderation de Chambres et Assotiation de Commerce et Production, les antagonismes qui les séparent se sont submerger sous l'âmas de déclarations, résolutions et accords pris par la Fédération; celle qui, d'autre part est controlée par les trusts étrangers et par le secteur parasitaire et antinational. Dans ces dernières

années, cette Fédération s'est transformée dans le plus combatif porte-parole des trusts pétroliers, pour exiger du Gouvernement et pour lui faire décréter des mesures monnetaires et fiscales (dévaluation du bolivar, etc.) qui augmentent leurs enormes bénéfices.

Du coté opposé nous trouvons d'une part, la paysannerie disséminée et écrasée par la survivence de l'appropiation latinfundista de la terre et des relations de production inhérentes, qui cherche encore le soulagement de sa misère dans l'éxode vers les villes, et d'une autre part, nous trouvons les ouvriers, désignés comme la classe de l'avenir, qui devaient être a la tête de la lutte contre la dépendance étrangère, pour la construction d'une économie indépendante, dont leur activité est restreinte par un organisme syndical bureaucratisé et controlé par le secteur antinational et par les trusts étrangers, ainsi comme par la répréssion policière que le Gouvernement applique à ceux qui osent s'organiser et lutter pour leurs revendications économiques, sociales et politiques.

Entre ces deux secteurs de la classe dominante accapareuse des moyens de production, et les classes exploitées, productrices de richesses, on trouve une varieté de sous-classes avec leur propres antagonismes qui va depuis celle que l'on peut classer de petite bourgeoisie par les revenus, les moeurs et les habitudes de ceux qui l'intègrent- professionnels, techniciens, moyenne bureaucratie, petits industriels , etc.-, jusqu'à la masse improductive des sans-travail qui déambulent par le territoire ou qui s'installent dans les faubourgs sordides des villes et des villages.

Tel est le resumé du schéma de la formation des classes où est divisée la société vénézuélienne. Et à cause de que ce procès et celui de l'évolution de sa structure sociale ont été déterminés par les distorsions succesives que les pressions extérieures des économies plus développées ont imprimé à l'évolution économique normale du pays (dans la Colonie, la féodale-capitaliste; la capitaliste pendant la République et plus récemment et plus profondément,

l'impéraliste) on est dans le besoin de conclure que pour atteindre le développement harmonieux de ses forces productives, la société vénézuélienne doit s'efforcer infailliblement de s'arracher à la dépendence économique étrangère. D'où, la lutte contre cette dépendance et pour la libération nationale soit le facteur révolutionnaire de son développement et en conséquence, que la direction de cette lutte, indépendamment d'épisodes circonstanciels , correspond aux ouvriers, aliés avec la paysannerie et avec l'appui des secteurs progressistes des classes intermédiaires et de la bourgeoisie nationale industrielle, car ils font partie -les ouvriers-, dans l'unité universelle de l'humanité, de la classe intéressée au renversement du système capitaliste-impérialiste, et parce que cette alliance ouvrière-paysanne est celle qui est capable, moyennant la concomitance des traditions autochtones de production -indigènes et nègres- avec des techniques modernes avancées, de promouvoir des relations de production qui contitionnent l'instauration d'une structure économique qui, sans exploités ni exploiteurs, satisface tous les besoins sociaux de la société vénézuélienne et un développement continuel et ininterrompu de ses forces productives.

La dépendance aux économies étrangères a distorsionné si profondément l'évolution économique du pays, que même le revenu exeptionnel du pétrole à plutôt contribué à accentuer la déformation de son développement, ainsi comme celle du procès et du comportement de ses classes sociales, aussi bien des dominantes comme celles des exploitées et des intermédiaires. L'étude de ces aspects, de fait complexes et illustratifs du problème du sous-développement, est une tâche qui dépasse ce résumé sur la formation des classes au Vénézuéla. Cependant nous ne voulons pas conclure sans faire l'observation que le manque de définition des classes, conséquence des distorsions et de l'exceptionelle entrée pétrolière, ont fortifié la tendance traditionelle de considérer la société venézuélienne de façon simpliste

comme une société divisée en riches et en pauvres ou peuple; considération de laqu'elle ont profitté et abusé les liders petits bourgeois pour cacher la réalité économique et sociale du pays, recruter de la clientèle pour leurs partis politiques et manoeuvrer, en offrant leurs services aux trusts étrangers, pour escaler les charges d'Etat. C'est dans cette pratique politique qu'est née la version de qu'au Vénézuéla, la classe moyenne ou petite bourgeoisie, contrôle le pouvoir politique et l'Etat, quand au fond, le rôle de ces liders et partis n'est autre que celui d'agents-adminstrateurs de ceux qui accaparent et contrôlent les moyens de production, en dernière instance, les trusts étrangers. On ne doi donc pas s'étonner, que les forces progressistes, en intérprétant le besoin de la société vénézuélienne de s'intégrer en Nation souveraine, de construire sa propre structure économique indépendante et de consolider ses valeurs culturelles, ont commencé a employer, ces dernières années, des formes de lutte chaque fois plus violentes et decisives; activités d'autre part oú sont engagées, avec plus ou moins d'intensité, les forces progressistes de tous les pays sous-développés du monde.

Caracas, 24 de Septiembre de 1964.

C.S.